

# Front pour une révolution anti-impérialiste, populaire et panafricaine (FRAPP) : microhistoire d'une organisation citoyenne au Sénégal

Mouhamadou Moustapha Sow

DANS **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE** 2024/1 (N° 133), PAGES 143 À 153  
ÉDITIONS **IRIS ÉDITIONS**

ISSN 1287-1672

DOI 10.3917/ris.133.0143

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2024-1-page-143.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Front pour une révolution anti-impérialiste, populaire et panafricaine (FRAPP) : microhistoire d'une organisation citoyenne au Sénégal

**Mouhamadou Moustapha Sow**

Enseignant-chercheur en histoire contemporaine  
à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar  
et chercheur associé au Centre Marc Bloch (Berlin).

L'apparition et le développement croissant de mouvements citoyens<sup>1</sup> impliqués dans la contestation de l'ordre politique et institutionnel et de l'hégémonie capitaliste néolibérale sont un des faits marquants des deux dernières décennies en Afrique francophone. Le vent du « dégagisme » qui souffle au Mali, au Burkina Faso et au Niger combiné aux répercussions géopolitiques de la guerre en Ukraine ne semble ainsi pas près de s'essouffler.

Le Sénégal, tête de pont de la pénétration coloniale française en Afrique au XIX<sup>e</sup> siècle, n'échappe pas à cette tempête. Cette exception sénégalaise, perçue comme proche de la France, a connu ces cinq dernières années des contestations fréquentes liées à la présence encore importante des intérêts économiques de l'ancienne puissance coloniale. En mars 2021, des enseignes françaises – Total et Auchan, notamment – ont été saccagées ou brûlées par

1. Se référer au dossier dirigé par Richard Banégas, Florence Brisset-Foucault et Armando Cutolo, « Parlements de la rue. Espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique », *Politique africaine* 127, n° 3 (octobre 2012).

des manifestants, au point d'accréditer la thèse de l'existence d'un « sentiment antifrçais » au Sénégal.

Le présent texte se donne pour objectif de décrypter la réalité de ce « sentiment antifrçais » au Sénégal en s'appuyant sur l'exemple du Front pour une révolution anti-impérialiste, populaire et panafricaine (FRAPP), considéré comme le porte-étendard de ce « ras-le-bol ». Il s'agit de dépasser cette perception en montrant qu'à côté du combat anti-impérialiste et donc pour partie antifrçais, plus médiatisé, le combat principal du FRAPP s'oriente davantage vers la protection et l'encadrement des populations<sup>1</sup>. En effet, l'engagement citoyen par le bas de cette organisation qui développe progressivement son action sur l'ensemble du territoire sénégalais reste une dimension encore très peu connue et médiatisée.

D'où vient le mouvement ? Comment fonctionne-t-il ? Pourquoi l'identité du FRAPP se confond-elle au slogan « France dégage ! » ? Quel est son mode d'implantation sur le terrain ? Quels sont les combats qu'il mène ? En quoi peut-il avoir des liens ou être influencé par les organisations politiques de la gauche sénégalaise ? Autant de questions dont les réponses aideront à faire une étude microhistorique d'un mouvement aux contours politiques et idéologiques encore non identifiés dans la littérature académique. Un corpus documentaire composé de textes officiels de l'organisation, de ses rapports d'activités, de ses publications sur Internet et les réseaux sociaux, des journaux, etc., et une série d'entretiens menés auprès des membres du FRAPP permettent ainsi de déconstruire la représentation antifrçaise de ce mouvement et de le situer dans une perspective de l'histoire des relations entre le Sénégal et la France.

## Genèse d'un mouvement populaire et anti-impérialiste

Dès 2013, les premières expériences de gestation de ce qui allait devenir le FRAPP étaient perceptibles au Sénégal à travers la conjonction de revendications et de modes d'action populaires. En effet, des mouvements de la société civile, des personnalités indépendantes et des fractions politiques dissidentes issues des partis de gauche classique, notamment du Parti de l'indépendance et du travail (PIT) et de And-Jéf/Parti africain pour la démocratie et le socialisme (AJ/PADS) conjuguent leurs efforts et mobilisent leur énergie pour mener une campagne contre l'érection d'un mur à la corniche Ouest de Dakar, empêchant une vue sur la mer<sup>2</sup>. Le succès enregistré dans cette opération amène les

1. Le FRAPP se situe dans la même orientation idéologique que Y'en a marre, mouvement citoyen créé en 2011 et dont le rôle a été déterminant dans l'avènement de la deuxième alternance politique au Sénégal. Au sujet de ce mouvement, se référer à Vieux Savané et Baye Makébé Sarr, *Y'en a marre. Radioscopie d'une jeunesse insurgée au Sénégal* (Dakar : L'Harmattan, 2012).

2. Entretien avec Ousseynou Ndiaye, membre fondateur du FRAPP et du parti politique Yonnu Askan Wi, Dakar 10 février 2024.

diverses organisations politiques et citoyennes à conduire une nouvelle campagne dirigée contre le monopole de la société de téléphonie française Orange au Sénégal et la monnaie nationale, le franc CFA. Par le truchement de ces campagnes s'opère un glissement des revendications circonscrites au début à des questions environnementales et, donc, nationales vers des préoccupations plus englobantes des aspects de souveraineté politique, économique et monétaire. La jonction est ainsi trouvée.

Dès 2017, des organisations citoyennes d'obédience panafricaniste et anti-impérialiste dont Urgences Panafricanistes et le Front anti-CFA, dirigées respectivement par le franco-béninois Kémi Séba et le sénégalais Guy Marius Sagna, s'étaient rassemblées à Dakar pour protester contre la « Françafrique » et dénoncer l'usage du franc CFA, monnaie héritée de la colonisation française, au Sénégal et en Afrique francophone. La vague de contestation atteint son paroxysme en août 2017 lorsque Kémi Séba brûle, à la fin d'une manifestation anti-CFA, un billet de banque de 5 000 francs. Son arrestation le 19 août 2017, suivie de sa libération quelques semaines plus tard puis d'un procès devant les tribunaux sénégalais, marque un tournant dans la campagne anti-CFA, et plus généralement un moment de renouveau de la lutte contre l'impérialisme français en Afrique. Les organisateurs de la manifestation décident de présenter très vite l'acte de Kémi Séba comme une victoire « symbolique » des organisations panafricanistes. Le *leader* du mouvement Urgences Panafricanistes profite même de la tribune médiatique offerte par ce procès pour justifier son acte tout en exposant les « méfaits de la Françafrique »<sup>1</sup>.

C'est donc dans ce contexte de politique intérieure tendue au Sénégal et de renouveau du mouvement panafricain et anti-impérialiste en Afrique et dans sa diaspora que des organisations citoyennes nationales et panafricanistes initient une nouvelle campagne dénommée « Pour la souveraineté monétaire, France dégage ». Des slogans tels que « À bas le CFA! À bas la France! » sont brandis et largement relayés par les médias pour dénoncer la politique française en Afrique. Cette campagne consacre l'unité des organisations panafricanistes installées au

---

## Une **campagne** dénommée « Pour la **souveraineté** monétaire, **France dégage** » consacre l'**unité** des organisations **panafricanistes** installées au **Sénégal**

---

1. *L'Observateur*, 30 août 2017.

Sénégal dans le combat qu'elles mènent pour « la libération de l'Afrique »<sup>1</sup> et « la fin du monopole économique exercé par les puissances impérialistes dans le continent »<sup>2</sup>. C'est au terme de cette campagne organisée en septembre 2017 que 17 mouvements panafricanistes décident « d'unir leurs forces et de définir un plan d'action commun pour mettre en place le FRAPP »<sup>3</sup>.

Parmi les membres fondateurs du FRAPP, la figure de Guy Marius Sagna joue un rôle non négligeable dans le rayonnement du mouvement. Il en devient le porte-étendard, sans en être le *leader* du point de vue statutaire, puisqu'il occupe le poste de secrétaire administratif à la création du mouvement. Son engagement dans la lutte anti-CFA l'avait propulsé au premier rang des mouvements panafricanistes, et le mûrissement de son action eut comme effet catalyseur l'arrivée de la compagnie commerciale française Auchan au Sénégal, dont la présence semble préjudiciable à l'éclosion des entreprises portées par les commerçants locaux. Guy Marius Sagna a ainsi fait l'objet de plusieurs arrestations et emprisonnements à la prison centrale de Rebeuss. Élu député à l'Assemblée nationale en juillet 2022 sous la bannière de la coalition de l'opposition dénommée Yewwi Askan Wi, c'est-à-dire le « réveil du Peuple », et membre des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), parti politique dissout en juillet 2023, il conserve des liens avec le FRAPP, qui l'a propulsé au-devant de la scène politico-médiatique.

Le FRAPP est donc une organisation fédératrice de plusieurs mouvements citoyens et de d'associations panafricanistes dont l'un des objectifs principaux est la lutte contre l'impérialisme et la promotion d'une citoyenneté panafricaine. Sa création consacre, dans une certaine mesure, l'aboutissement du processus d'unification des organisations anti-impérialistes et panafricanistes, entamé au début des années 2000 à la faveur de la première alternance politique au Sénégal et du combat mené par les organisations non gouvernementales (ONG) et altermondialistes contre les accords de partenariats économiques (APE), signés entre l'Union européenne (UE) et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

## De FRAPP à « France dégage ! » : sortir de la confusion nominale

Le succès médiatique remporté par la campagne « Pour la souveraineté monétaire, France dégage » accréditait désormais l'existence d'un « sentiment antifrançais » au Sénégal, et plus généralement dans les pays francophones

1. Document de travail du FRAPP.

2. *Ibid.*

3. Entretien avec Ousmane Wade, membre fondateur du FRAPP, 9 décembre 2023.

d'Afrique de l'Ouest<sup>1</sup>. Le mouvement FRAPP est alors présenté par les médias français notamment comme un mouvement antifrançais. Cette perception est corroborée par les manifestations de mars 2021, au cours desquelles de nombreuses enseignes françaises ont été mises à sac. Le slogan « France dégage! » s'est rapidement popularisé dans les milieux médiatiques et a été amplifié par les réseaux sociaux au point de considérer que « la France est victime d'une scandaleuse campagne de désinformation et de manipulation »<sup>2</sup>. L'appellation « France dégage! » se substitue ou se confond au nom officiel de FRAPP, comme l'atteste du reste sa page Facebook officielle, « FRAPP-France Dégage ». Cette confusion nominale est révélatrice d'une stratégie de communication entretenue par les responsables du mouvement pour mieux capter la colère d'une jeunesse sénégalaise et africaine de plus en plus hostile à la présence française.

Pourtant, l'incompréhension et la confusion nées de la campagne « France dégage » ne laisse pas indifférents les dirigeants du mouvement. Daouda Guèye, responsable de communication du FRAPP et coordonnateur de la section de Pikine, précise que le combat du mouvement s'adresse à « la France institutionnelle qui, en collusion avec le capitalisme, vampirise les peuples ici en Afrique francophone et là-bas en France »<sup>3</sup>. Dans la conception des dirigeants de l'organisation, le « sentiment antifrançais n'existe pas »<sup>4</sup>, se défend Mame Ousmane Wade, administrateur du mouvement. Il existe plutôt, soutient-il, le sentiment d'une jeunesse sénégalaise et africaine exaspérée par la mise en dépendance continue du Sénégal et de l'Afrique dans les politiques de coopération économique et les modes d'intervention politique et militaire en Afrique.

L'exploitation des ressources naturelles et le monopole exercé par les grandes firmes commerciales françaises dans le contrôle de l'économie nationale sont les éléments qui alimentent, entre autres, le mouvement « insurrectionnel » porté par les jeunes panafricanistes. En réalité, le combat contre l'impérialisme politique et économique du FRAPP n'est pas destiné exclusivement à la France, mais dirigé contre toutes les formes d'impérialisme – qu'elles soient d'origines française, russe ou asiatique – visant à exercer leur domination politique, économique et culturelle sur le Sénégal et l'Afrique. Par

1. Antoine Pouillieute, « Le sentiment anti-français en Afrique », *Revue Défense Nationale* 860, n° 5 (mai 2023) : 20-26.

2. « Montée du sentiment anti-français en Afrique », question d'actualité au gouvernement n° 0012G du sénateur de la Somme Stéphane Demilly, *JO Sénat*, 6 octobre 2022 : 3503.

3. Daouda Gueye, « À propos du concept "France Dégage" », *SenePlus.com*, 2 août 2019.

4. Entretien avec Ousmane Wade, *op. cit.*

---

## Dans la **conception** des **dirigeants** de l'organisation, le « **sentiment antifrançais n'existe pas** »

---

exemple, en avril 2023, le FRAPP fut un des acteurs majeurs de la mobilisation «China Mall dégage» des commerçants et entrepreneurs locaux contre l'installation de la firme commerciale China Mall, à travers la campagne «Doomi réew mooy tabax réew»<sup>1</sup>. Au même titre que les entreprises commerciales françaises, Auchan et Carrefour entre autres, China Mall contribue en effet à la marginalisation définitive des petites et moyennes entreprises locales. Sa présence symbolise ainsi la manifestation la plus évidente de l'«impérialisme économique» de la Chine.

Il serait donc réducteur de confiner l'action du mouvement FRAPP à sa campagne «France dégage», «Auchan dégage», «Carrefour dégage» ou au combat qu'il mène en général contre les tenants de la néocolonisation. Ces campagnes auxquelles le mouvement doit sa renommée et sa notoriété ne sont en réalité qu'une facette de son plan d'action. Le combat du FRAPP ne se résume pas au slogan «France dégage». Derrière ce mot d'ordre de campagne se cache la véritable identité de l'organisation, celle d'un mouvement populaire fondamentalement ancré dans le combat pour la prise en charge des préoccupations endogènes des populations.

## Un mode d'organisation classique

En tant que mouvement démocratique et populaire, le FRAPP dispose d'un modèle d'organisation classique. Ses principaux organes sont l'assemblée générale, la délégation exécutive nationale (DEN), le secrétariat exécutif national, la délégation exécutive départementale et la section. Parmi ces structures, la DEN, composée de 61 membres, est l'organe qui administre le FRAPP entre deux assemblées générales. La section est la structure de base du FRAPP chargée de coordonner et de mettre en œuvre les activités sous la supervision des instances supérieures. Depuis sa création, le mouvement a réussi à avoir une présence sur presque l'ensemble des 47 départements du territoire national.

Cette présence sur le territoire national résulte des succès enregistrés au cours des différentes campagnes menées sur le terrain. En se présentant comme un mouvement démocratique et populaire, le FRAPP oriente et concentre son action dans la défense quotidienne des couches populaires les plus vulnérables et les segments victimes de la concurrence des grandes entreprises commerciales. Le mouvement s'est distingué dans la dénonciation des maux de la société et des failles des politiques publiques. Le slogan «France dégage», destiné au public étranger, est mis en concurrence avec ou substitué par des mots d'ordre de campagne aux accents locaux et plus populaires. Les slogans empruntant un répertoire linguistique wolof visent à mobiliser les citoyens pour une renégociation du contrat social qui lie les élus à leurs mandants. Par exemple,

---

1. Littéralement, «ce sont les fils du pays qui construisent leur pays».

---

# La **défense** d'un **nationalisme économique** visant à **protéger** les commerçants **locaux** frappés par la **concurrence** des entreprises **étrangères**

---

« Sama guinaar, sama Bakan » signifie littéralement « mon poulet, ma vie ». Ce cri de ralliement du mouvement invite à la protection des aviculteurs et commerçants de poulets locaux, souvent victimes de la concurrence des grands groupes de commerce importateurs de poulets de chair. Le combat du FRAPP s'assimile ici à la défense d'un nationalisme économique visant à protéger les commerçants locaux frappés par la concurrence des entreprises étrangères. Par ce biais, le FRAPP démontre son ancrage dans le quotidien des populations, conquiert et s'approprie de nouveaux espaces de citoyenneté sans être jamais déconnecté des enjeux politiques et géopolitiques. La souveraineté alimentaire n'est pas acquise, et les produits importés concurrencent la production locale<sup>1</sup>. « Indépendance amoufi »<sup>2</sup> – littéralement, « il n'existe pas ici d'indépendance » –, en écho au slogan du Parti africain de l'indépendance (PAI) des années 1957-1960 « Mom Sa Réew » – littéralement, « recouvrer son indépendance » – constitue, pour sa part, une invite à une révolution

portée par une jeunesse sénégalaise et africaine consciente de ruptures et porteuse de souveraineté. Il s'agit de reconquérir la véritable indépendance vis-à-vis des pays dominants ou des grandes multinationales.

## « Par le bas » : stratégies de lutte sur le terrain

Les discours sont le reflet de l'exaspération du mal-être et du mal-vivre auxquels sont confrontés les citoyens. La prise en charge de ces revendications constitue le cheval de bataille du secrétariat exécutif national (SEN). Plusieurs formes de lutte sont mobilisées : marches, *sit-in*, port de foulards et brassards rouges, grèves, appel au boycott des produits et des magasins français informent des modes d'action pour influencer, d'une part, sur les prises de décisions gouvernementales et pour favoriser, d'autre part, une prise de conscience citoyenne. La « politique de la rue »<sup>3</sup> comme mode d'action privilégié se révèle

---

1. Ce constat reste aussi valable pour les produits alimentaires tels que le riz et le sucre notamment.  
2. L'expression signifie que soixante ans après son obtention, l'indépendance demeure encore un rêve. Elle sous-entend que les dirigeants politiques sont incapables de rompre le pacte colonial avec les anciennes puissances coloniales.  
3. Mariama Diallo, « Les nouveaux espaces de citoyenneté politique en Afrique », *La Revue internationale et stratégique* 126, n° 2 (été 2022) : 109-17.



ainsi une des voies les plus efficaces pour influencer sur les prises de décisions gouvernementales. Par exemple, la mobilisation du FRAPP et des commerçants a conduit, au Sénégal, à la signature du décret présidentiel 2018-1888 du 3 octobre 2018 organisant les commerces de grande distribution et de l'arrêté n° 1499 du 25 janvier 2019 du ministère en charge du Commerce fixant les conditions, les modalités de délivrance et d'autorisation préalable d'ouverture des commerces de grande distribution. Ledit arrêté stipule que la distance minimale à vol d'oiseau entre deux magasins de grande distribution doit être de 800 mètres.

Les succès enregistrés au cours de ses différentes campagnes ont conféré au FRAPP une certaine notoriété auprès de la population et des groupes socioprofessionnels aux revenus modestes. Le mouvement poursuit son chemin, avec la même constance, recueillant un succès certain auprès des jeunes et des cadres moyens, notamment les enseignants des collèges et lycées d'enseignement moyen et secondaire. Il poursuit le noyautage des syndicats d'enseignants, des partis politiques, s'intéresse aux étudiants, à la jeunesse, aux artisans, instituteurs, infirmiers, etc. Ces profils de militants, d'un niveau de formation moyen et disposant d'une expérience professionnelle modeste, ont l'avantage d'être en contact permanent avec les communautés locales, de mieux appréhender et prendre en charge leurs préoccupations quotidiennes. Les jeunes, en l'occurrence les collégiens, les lycéens et les étudiants et jeunes diplômés frappés par la précarisation, sont les fers de lance du mouvement, sur lesquels les dirigeants s'appuient pour s'implanter dans les régions et les départements de l'intérieur du pays<sup>1</sup>.

Les actions impulsées par le SEN sont poursuivies et relayées par les différentes sections du mouvement implantées dans la quasi-totalité du pays. À Kaolack, chef-lieu de région, centre de l'ancien bassin arachidier du pays, une section locale du FRAPP a par exemple été créée en 2019. Amadou Guissé, ancien étudiant en science politique dans une école privée d'enseignement supérieur à Dakar, a milité au sein de l'association « Urgences Panafricanistes » de Kémi Séba avant d'adhérer au FRAPP pour optimiser les efforts entrepris dans le cadre de la lutte anti-impérialiste, populaire et panafricaine. Pour implanter le FRAPP à Kaolack, il a fallu mener une campagne de déconstruction de l'image « antifranaçaise » : « Au début, nous avons été victimes de stigmatisation ; nos interlocuteurs disaient que nous sommes contre la France, nous sommes contre les Blancs. Or tel n'était pas le cas de notre organisation. Il a fallu vraiment communiquer avec les populations et agir dans des situations concrètes pour changer cette perception »<sup>2</sup>. Le renversement de cette perception passe par

---

1. Mamadou Ba, « Dakar, du mouvement Set Setal à Y'en a marre (1989-2012) », *Itinéraires* 2016-1 (2016).

2. Entretien avec Amadou Guissé, coordonnateur de la section FRAPP de Kaolack, 26 décembre 2023.

les actions de mobilisation et de prise en charge des difficultés économiques auxquelles sont confrontés les habitants des quartiers populaires de la ville. Comme le souligne l'historien Mamadou Diouf, ce mouvement, au-delà des dimensions « investissement humain » ou « aménagement du quartier », se pose ainsi en défenseur de la « dégradation accélérée des infrastructures publiques » et de la lutte contre la corruption des élites locales au pouvoir. Diverses campagnes de sensibilisation citoyenne sont entreprises localement, telles que la lutte pour le recyclage des déchets, la facilitation dans la résolution des litiges fonciers, la sensibilisation sur l'état défectueux des routes, etc.

Cette expérience réussie de la section locale de Kaolack est révélatrice du travail « par le bas » effectué par le mouvement<sup>1</sup>. En plus de ces actions, les sections de base, en relation avec la direction nationale du mouvement, organisent des « bissap débats » qui s'apparentent à de véritables écoles de formation à la citoyenneté et à la culture entrepreneuriale des membres du mouvement. Au cours de ces rencontres souvent informelles, les participants discutent et sont initiés par les aînés à la culture de la discussion, à l'analyse des questions d'actualité, à la connaissance des figures historiques du panafricanisme et aux enjeux liés à la souveraineté économique et monétaire.

Ce travail par le bas a une fonction éminemment pédagogique et citoyenne. Aujourd'hui, les dirigeants du FRAPP, sur les conseils et sous l'encadrement de leurs aînés de la gauche maoïste et / ou marxiste, travaillent à faire de la formation un levier incontournable du projet de « libération » de l'Afrique. Dans la note d'orientation du projet de création d'une école de formation, il est écrit : « La formation (militante) est donc fondamentale et incontournable, en tant que levier pour tout véritable changement alternatif au cœur des enjeux de toute conquête, de tout exercice et contrôle démocratique du pouvoir »<sup>2</sup>. Avec ce projet, le FRAPP entend « renouer avec la bonne tradition des organisations révolutionnaires par rapport à l'importance et l'intérêt accordés à la formation des militants et militantes »<sup>3</sup>. Grâce aux fonds mobilisés par les militants à partir de leurs cotisations et des donateurs, une bibliothèque portant le nom de l'héroïne de la résistance anticoloniale du XX<sup>e</sup> siècle en Casamance, Aline Sitoé Diatta,

---

## Les dirigeants du FRAPP travaillent à faire de la formation un levier incontournable du projet de « libération » de l'Afrique

---

1. Une expérience similaire est observée aussi à Foudiougne d'après El Haji Bosso Seck, responsable du FRAPP de cette localité.

2. Note d'orientation élaborée par le FRAPP et transmise par son administrateur, Ousmane Wade.

3. *Ibid.*

a été ouverte, alors que l'« Académie » de formation porte le nom de Lamine Senghor, anticolonialiste et l'un des précurseurs du mouvement nationaliste sénégalais. Ces choix, soutiennent les dirigeants du FRAPP, résultent d'une volonté de célébrer et de rendre hommage à des figures historiques dont la vision, les valeurs et les combats recourent les idées portées, défendues et diffusées par le FRAPP. Aline Sitoé Diatta et Lamine Arfang Senghor ont été « des révolutionnaires, des anti-impérialistes des anticolonialistes et des panafricanistes »<sup>1</sup>. La constitution d'un corpus de savoirs autour de l'œuvre d'illustres personnages sénégalais et africains et de leurs productions littéraires ou historiques participe à la formation des militants et à l'éclosion d'une conscience citoyenne et panafricaine. En revendiquant et assumant l'action de ces figures contre le système colonial français au XX<sup>e</sup> siècle, le mouvement prolonge l'action du Front culturel sénégalais, émanation du mouvement maoïste AJ/PADS des années 1970. Ce choix fondé sur une connaissance et une appropriation de l'héritage mémoriel et historique dénote dans une certaine mesure l'influence de l'élite politique sénégalaise issue des partis de la gauche historique, dont certains « aînés » exercent au sein de ce mouvement une influence considérable sur la jeune génération<sup>2</sup>.

Il serait toutefois une erreur de croire que le sentiment antifrçais, considéré comme « diffus » et « timide »<sup>3</sup> au sein de la société sénégalaise, est largement partagé par la plupart des Sénégalais. Il se confine, en réalité, à une partie de la jeunesse panafricaniste et anti-impérialiste. La plupart des « anciens » nés dans les années 1950 et 1960 et ayant fait leurs humanités en France sont perplexes devant le vent de « dédagisme » porté par ces jeunes militants. Cette situation ambivalente témoigne de la diversité et de la pluralité des positions que les Sénégalais gardent vis-à-vis de la politique africaine de la France et de l'Occident en général.



Mouvement de la société civile créé en 2017 par 17 organisations citoyennes, le FRAPP s'est aujourd'hui affirmé comme fédération d'associations incontournable dans la défense quotidienne des intérêts des catégories socioprofessionnelles et des couches populaires les plus vulnérables. Malgré son orientation panafricaniste, il n'en demeure pas moins qu'il dispose d'une composante anti-impérialiste voire antifrçaise dans son programme d'action.

---

1. *Ibid.*

2. Parmi ces « aînés », on note la présence d'Ousseynou Ndiaye, membre fondateur du FRAPP et du parti politique Yonnu Askan Wi, et d'Alla Kane, ancien membre du PAI, qui ont en charge la formation des membres du FRAPP.

3. Rapport d'information n° 1841 de la Commission des Affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 14 décembre 2022 sur les relations entre la France et l'Afrique et présenté par les députés Bruno Fuchs et Michèle Tabarot, 8 novembre 2023.

---

# La **jeunesse** continue de prendre ses **distances** avec **l'héritage colonial** et les **pères de l'indépendance** pour s'inventer une **nouvelle identité** arrimée sur un **sentiment national et panafricain**

---

jeunesse continue de prendre ses distances avec l'héritage colonial et celui des pères de l'indépendance pour s'inventer une nouvelle identité arrimée sur un sentiment national et panafricain. Les mobilisations multiformes dont elle est l'initiatrice en Afrique annoncent « une nouvelle aventure de sortie du temps post-colonial, comme beaucoup de pays du "Global South" »<sup>1</sup>. ■

Si dans son appareillage conceptuel, le « sentiment antifrçais » n'existe pas comme une « doctrine figée » et appelant à la réalisation d'un programme préalablement défini, il assume, en revanche, la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la politique française en Afrique, avec des victoires symboliques et la prise de conscience dans l'opinion publique des relations inégalitaires entre l'Occident et l'Afrique.

Aujourd'hui, force est de constater que les rapports entre la France et ses ex-colonies d'Afrique de l'Ouest, en particulier, se donnent à lire dans une perspective de tensions multiformes et permanentes. Paris peine à reconduire les solutions des années 1950 et 1960 – arrestations, répressions, coups d'État, interventions militaires directes – au moment où de nouvelles organisations anti-impérialistes telles que le FRAPP proposent la co-construction de solutions par le bas aussi bien avec les populations qu'avec les organisations de la société civile.

Tout porte à croire que le sentiment antifrçais « diffus » et « timide » aujourd'hui finira, si la France « officielle » n'y prend garde, par envahir une frange importante de la société sénégalaise en quête d'émancipation. La

---

1. Entretien avec Mamadou Diouf, *L'Observateur*, 13 mars 2021.